



COMITÉ TRIPARTITE

Compte rendu de la rencontre

Tenue les 30 avril et 1^{er} mai 2014
Montréal (Québec)

Membres du comité présents :

- Denis B. Vaillancourt, président du Comité tripartite
- a) Représentants des provinces et des territoires
- Denys Giguère, ministère de l'Éducation de l'Ontario
 - Gilbert Guimont, ministère de l'Éducation de l'Alberta
 - Deana Hatcher, ministère de l'Éducation de Terre-Neuve-et-Labrador
 - Yann Herry, ministère de l'Éducation du Yukon
 - René Hurtubise, ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance de l'Île-du-Prince-Édouard
 - Raymonde Laberge, ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation des Terr. du Nord-Ouest
 - Marcel Lavoie, ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance du Nouveau-Brunswick
 - Stephenie Leitao Csada, ministère de l'Éducation de la Saskatchewan
 - Jacqueline LeVert, ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance de la Nouvelle-Écosse
 - Gilbert Michaud, ministère de l'Éducation du Manitoba
 - Martine St-Louis, ministère de l'Éducation du Nunavut
 - Brigitte Bergeron, Conseil des ministres de l'Éducation - Canada
- b) Représentants du gouvernement fédéral
- Kelly Ann Beaton, Patrimoine canadien
 - Sylvie Rochette, en remplacement d'Yvan Déry, Patrimoine canadien
 - Yves Saint-Germain, Citoyenneté et Immigration Canada
- c) Représentants des conseils scolaires et des organismes communautaires
- Suzanne Bossé, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada
 - Melinda Chartrand, Fédération nationale des conseils scolaires francophones (*le jeudi 1^{er} mai 2014*)
 - Eric Dubeau, Fédération culturelle canadienne-française
 - Sylvain Groulx, Fédération de la jeunesse canadienne-française
 - Richard Lacombe, Association canadienne d'éducation de langue française
 - Mario Pelletier, en remplacement de Robert Maddix, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
 - Roger Paul, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
 - Ghislaine Pilon, Commission nationale des parents francophones
 - Gyslaine Hunter-Perreault, Regroupement national des directions générales de l'éducation
- d) Autres personnes présentes (observateurs)
- Réjean Aubut, consultant en éducation
 - Josée Bouchard, Fédération des commissions scolaires du Québec (*le jeudi 1^{er} mai en matinée – item 5.4*)
 - Ronald Boudreau, Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants
 - Anne-Marie Dessureault, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
 - Pâquerette Gagnon, Fédération des commissions scolaires du Québec (*le jeudi 1^{er} mai en matinée – item 5.4*)
 - Charles Lamarche, Ministère de l'Éducation de l'Ontario
 - Valérie Morand, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
 - Claire Thibideau, Fédération canadienne des directions d'école francophone

Membres du comité absents :

- a) Représentants des provinces et des territoires
- Gilbert Verrier, ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique
- b) Représentants du gouvernement fédéral
- Jean-Pierre Gauthier, Patrimoine canadien

1. Mot de bienvenue du président et objectifs de la rencontre

La rencontre débute à 9 h. Le président du Comité tripartite, M. Denis B. Vaillancourt, souhaite la bienvenue aux membres du Comité tripartite et prend quelques minutes pour accueillir de nouveaux membres.

Les présences sont prises et un tour de table s'ensuit. Le président présente le déroulement et les objectifs de la rencontre. Une courte genèse des travaux est présentée depuis la tenue des Sommets sur l'éducation de 2005 et 2012.

2. Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour est accepté tel que présenté.

3. Approbation des notes de la rencontre des 4 et 5 décembre 2013

Le compte-rendu de la rencontre des 4 et 5 décembre est accepté tel que présenté.

Les suivis aux notes sont prévus à l'ordre du jour, s'il y a lieu.

4. Consultation sur l'aménagement linguistique en Ontario

Denys Giguère et Charles Lamarche, du ministère de l'Éducation de l'Ontario, présentent le contexte ayant mené à une consultation sur l'avenir de l'aménagement linguistique en Ontario.

Après 10 années d'interventions multiples et de mise en œuvre pour assurer l'actualisation de la Politique d'aménagement linguistique (PAL), le ministère de l'Éducation de l'Ontario voulait faire le point sur les acquis et s'orienter vers l'avenir.

La consultation aborde les thèmes suivants :

- Les progrès et les réalisations depuis le lancement de la PAL en 2004;
- Les enjeux prioritaires, y compris les nouvelles réalités et tendances sociodémographiques ayant une incidence sur l'ÉLF;
- Le positionnement souhaité de l'ÉLF en 2024;
- Les stratégies requises pour atteindre le positionnement désiré et contribuer à la vitalité de la communauté francophone.

Par ailleurs, ils présentent un aperçu de ce en quoi consiste la PAL qui se décline en 2 versions (primaire/secondaire et postsecondaire) :

- La planification institutionnelle et la mise en œuvre d'interventions systémiques et stratégiques visant à assurer la transmission de la langue et de la culture françaises en milieu minoritaire

Sa raison d'être

- Appuyer les conseils / écoles de langue française dans l'actualisation de leur mandat
- Mandate chaque conseil scolaire de langue française de se donner une politique locale d'aménagement linguistique

Vision

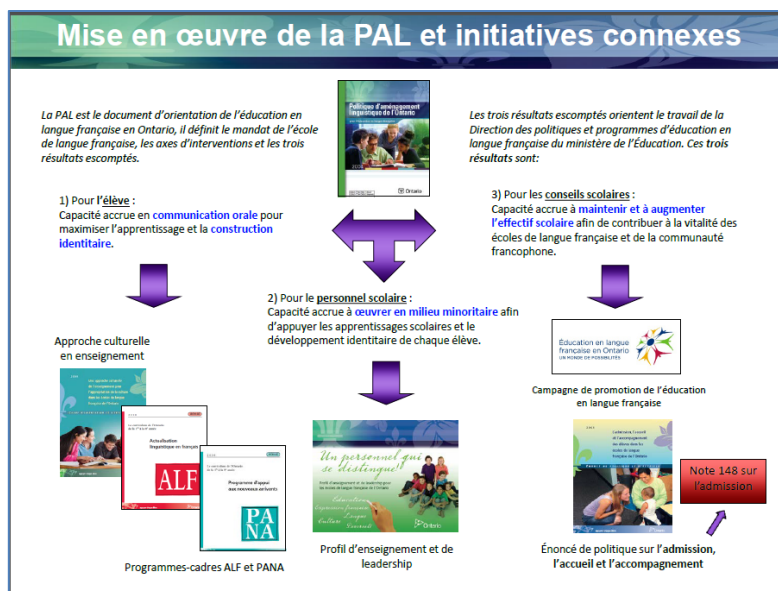
- Le développement durable de la communauté francophone de l'Ontario pour s'assurer de répondre aux besoins du présent sans compromettre les possibilités pour les générations futures

Les résultats visés par la PAL (primaire/secondaire) :

Pour l'élève : Capacité accrue à acquérir les compétences en communication orale afin de maximiser l'apprentissage et la construction identitaire.

Pour le conseil scolaire : Capacité accrue à maintenir et à augmenter l'effectif scolaire afin de contribuer à la vitalité des écoles de langue française et de la communauté francophone.

Pour le personnel scolaire : Capacité accrue à oeuvrer en milieu minoritaire afin d'appuyer les apprentissages scolaires et le développement identitaire de chaque élève.



Les résultats visés par la PAL (postsecondaire) :

- Promotion de la langue française, de la culture francophone et offre active de services en français en Ontario
- Accès accru à une formation postsecondaire et à l'apprentissage en langue française
- Amélioration du soutien à l'apprentissage
- Perfectionnement du français et de l'anglais chez les groupes cibles, francophones et francophiles
- Améliorer les possibilités économiques et d'emploi des Ontariennes et Ontariens d'expression française

Le tout est soutenu par des axes d'intervention, des principes directeurs, un cadre d'imputabilité et la définition de rôles et responsabilités pour les principaux intervenants clés.

Note : un cadre d'aménagement linguistique pour la petite enfance en Ontario est présentement en cours d'élaboration.

Pour plus de détails sur les PAL de l'Ontario :

Primaire et secondaire : <http://www.edu.gov.on.ca/fre/document/policy/linguistique/linguistique.html>

Postsecondaire : http://www.tcu.gov.on.ca/epep/publications/PAL_Fre_Web.pdf

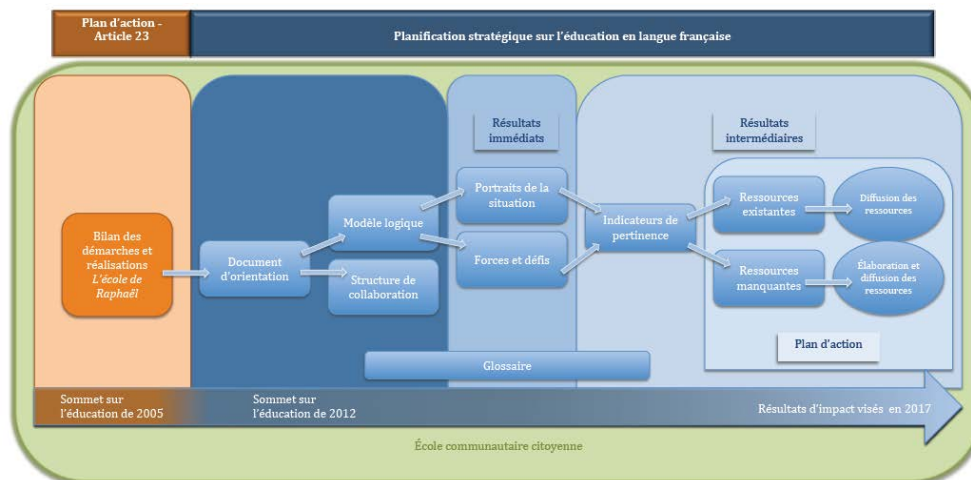
De son côté, Roger Paul rappelle que d'autres initiatives du genre sont en cours d'élaboration ailleurs au pays, notamment une politique d'aménagement linguistique et culturel au Nouveau-Brunswick et une politique d'encadrement linguistique et culturel dans certaines provinces de l'Ouest et certains territoires du Nord. Il mentionne également des liens étroits pouvant être faits entre les politiques d'aménagement et le plan stratégique sur l'éducation en langue française, notamment en ce qui a trait au renforcement de la collaboration intersectorielle.

Il termine en mentionnant que la FNCSF a participé à la consultation de l'Ontario et a fourni divers éléments d'intérêts pour refléter la réalité pancanadienne (continuum tout le long de la vie, alignement avec différentes politiques et plans stratégiques, etc.)

5. Travaux du Comité tripartite

5.1 Mise en contexte

On rappelle l'élaboration de différents documents de travail en lien avec la planification stratégique et qui en supportent la mise en œuvre :



Un cahier de participation est remis à chacun des membres. Ce document permettra aux participants de noter leurs commentaires et suggestions, tout le long des échanges et d'en rapporter les grandes lignes maîtresses lors des plénières.

5.2 Comités de travail

On cède la parole aux coprésidences des différents comités de travail qui, à tour de rôle, présentent l'avancement des travaux des quatre domaines :

5.2.1 Comité sur l'immigration

Madame Suzanne Bossé, de la FCFA du Canada, présente brièvement l'avancement des travaux depuis la rencontre du Comité tripartite de décembre 2013.

Elle enchaîne en présentant les principaux faits saillants du portrait de la situation sur l'immigration qui est en cours d'élaboration (voir ébauche du portrait). Ce portrait se veut une synthèse du domaine et comprend les objectifs visés, des constats, des pistes d'action, des forces/défis et des indicateurs de pertinence.

En s'appuyant du portrait de la situation sur l'immigration, les membres sont invités à discuter des indicateurs de pertinence proposés, afin de valider s'ils peuvent servir de balises à la conception, la réalisation, l'appropriation, l'utilisation ou l'évaluation des ressources, initiatives et stratégies du domaine de l'immigration afin d'atteindre les objectifs du plan stratégique sur l'éducation en langue française. Les membres sont également invités à faire part de suggestions, de modifications, s'il y a lieu.

Indicateurs de pertinence proposés pour le domaine de l'immigration :

1. valoriser la diversité
2. favoriser le climat inclusif de la communauté d'accueil
3. faciliter l'intégration des immigrants dans le développement des institutions de la communauté
4. susciter l'adhésion des immigrants aux aspirations de la communauté d'accueil

5. promouvoir le rôle de la langue française et reconnaître la richesse de la diversité linguistique pour la communauté
6. encourager la collaboration et à concrétiser des partenariats entre les organismes

Les membres se réunissent en petits groupes d'échange. Suite aux discussions, les membres reprennent en plénière le fruit des discussions sur les indicateurs de pertinence. On remercie les membres pour la richesse de leur réflexion. Les commentaires reçus permettront au groupe de travail sur l'immigration de définir davantage les libellés de ces indicateurs de pertinence.

En terminant, des membres du Comité tripartite émettent quelques commentaires sur le domaine de l'immigration :

- Des 250 000 immigrants accueillis chaque année au Canada, près de 50 000 sont francophones (de ce nombre, 5 000 se dirigent ailleurs qu'au Québec)
- On rappelle l'importance de mieux aiguiller les immigrants francophones et allophones, dès leur arrivée vers les services en français – davantage d'efforts et une collaboration accrue sont essentiels
- Quelques initiatives sont en place à l'étranger pour accompagner les immigrants avant leur arrivée au Canada (Paris (France), Tunis (Tunisie), Dakar (Sénégal))
- Favoriser une meilleure diffusion chez les nouveaux arrivants des « passerelles » vers la résidence permanente (par ex. études au Canada)
- Il serait important de recevoir une liste des outils existants au sein de Citoyenneté et Immigration qui pourraient permettre d'atteindre les objectifs visés sous le domaine de l'immigration

5.2.2 Comité sur la petite enfance

Madame Ghislaine Pilon, de la CNPF, présente brièvement l'avancement des travaux depuis la rencontre du Comité tripartite de décembre 2013.

Elle enchaîne en présentant un survol des principales modifications (notamment aux indicateurs de pertinence) qui ont été apportées au portrait de la situation sur la petite enfance dont l'ébauche avait été présentée en décembre dernier (voir portrait). Ce portrait se veut également une synthèse du domaine et comprend les objectifs visés, des constats, des pistes d'action, des forces/défis et des indicateurs de pertinence.

Elle poursuit en présentant un *Outil d'autoévaluation d'un carrefour multiservices enfance et famille francophone au Canada* qui a récemment été élaboré. Cet outil d'autoévaluation est destiné aux équipes des carrefours multiservices enfance et famille francophone pour continuer à bonifier les programmes et services offerts pour répondre aux besoins des utilisateurs. Il comprend des principes directeurs et un ensemble de conditions incontournables associées à des critères de qualité puis décomposés en indicateurs. L'autoévaluation à partir des indicateurs se fait en fonction d'une échelle correspondant à jamais, parfois, souvent, toujours.



Ghislaine Pilon et Richard Lacombe profitent également de l'occasion pour présenter deux ressources destinées à la petite enfance qui abordent le thème de la construction identitaire : « Comprendre la construction identitaire », qui explique notamment le rôle du personnel professionnel en petite enfance ainsi que le guide « Voir grand, petit à petit ».



Réjean Aubut poursuit la présentation en faisant le survol de la grille d'analyse de la pertinence des ressources du domaine de la petite enfance. Cette grille tient compte des indicateurs de pertinence qui favoriseront l'atteinte des objectifs visés par le plan et évalue si les ressources permettront également de relever les défis liés au domaine et favoriseront l'innovation dans le domaine.

Note : On mentionne que les membres du comité de coordination recommandent de promouvoir d'emblée toute ressource qui aurait été développée par les membres du Comité tripartite. Les grilles d'analyse développées serviraient à identifier la pertinence de toute autre ressource existante.

On invite les membres à diffuser les grilles d'analyse qui seraient des atouts intéressants lors de la conception d'outils ou de ressources. Bien entendu, les ressources ne devront pas nécessairement répondre à tous les éléments de la grille mais une gamme d'outils d'une même série, par exemple, devrait idéalement le permettre.

Par ailleurs, en tenant compte des critères de la grille d'analyse de la pertinence des ressources en petite enfance et des ressources recommandées par le groupe de travail, les membres sont invités à discuter en sous-groupes et à identifier d'autres ressources susceptibles de répondre aux besoins du domaine de la petite enfance.

Suite aux discussions, les membres reprennent en plénière le fruit de leurs discussions qui sera transmis au groupe de travail sur la petite enfance.

5.2.3 Comité sur la construction identitaire

Monsieur Richard Lacombe, de l'ACELF, présente brièvement l'avancement des travaux depuis la rencontre du Comité tripartite de décembre 2013.

Il enchaîne en présentant les principaux faits saillants du portrait de la situation sur la construction identitaire qui est en cours d'élaboration (voir ébauche du portrait). Selon le gabarit utilisé pour tous les domaines, ce portrait se veut aussi une synthèse du domaine et comprend les objectifs visés, des constats, des pistes d'action, des forces/défis et des indicateurs de pertinence. On rappelle que lors de leur dernière rencontre, les membres du Comité tripartite avaient participé à un exercice de réflexion sur les indicateurs de pertinence.

Note : une première étape de chacun des groupes de travail consistait en la rédaction de portraits de la situation. Les membres devront maintenant s'assurer de la congruence des éléments des grilles d'analyse.

Commentaire des membres du Comité tripartite :

- On réalise que les grilles d'analyse pourraient être considérées comme des outils en tant que tels. Il faudrait explorer la possibilité de les accompagner d'un guide pour favoriser une utilisation appropriée. Cette suggestion sera soumise aux membres du Comité de coordination.

Par ailleurs, en tenant compte des critères de la grille d'analyse de la pertinence des ressources en construction identitaire et des ressources recommandées par le groupe de travail, les membres sont invités à discuter en sous-groupes et à identifier d'autres ressources susceptibles de répondre aux besoins du domaine de la construction identitaire.

En raison de l'heure, les membres du Comité tripartite conviennent de faire un retour en plénière en début de journée, le lendemain matin.

Synthèse de la journée

Le président du Comité tripartite fait un bref retour sur la journée et rappelle que les travaux continueront dès 9 heures, le lendemain.

Ajournement de la rencontre.

JEUDI 1^{ER} MAI 2014

Reprise de la rencontre à 9 h.

Monsieur Denis B. Vaillancourt préside à nouveau la rencontre, en cette deuxième journée.

5. Travaux du Comité tripartite (suite)

5.2 Comités de travail (suite)

5.2.3 Comité sur la construction identitaire (suite)

Suite aux discussions qui se sont tenues la veille, en fin de journée, les membres du Comité tripartite reprennent en plénière le fruit de leurs échanges qui sera transmis aux membres du groupe de travail de ce domaine.

5.2.4 Comité sur la pédagogie/apprentissages

Les 2 coprésidences du domaine, Madame Raymonde Laberge, du groupe des représentants ministériels en éducation, et Monsieur Roger Paul, de la FNCSF, présentent brièvement l'avancement des travaux depuis la rencontre du Comité tripartite de décembre 2013.

Ils poursuivent en présentant le portrait révisé de la situation sur la pédagogie/apprentissages (voir portrait). Les principaux changements ont été apportés aux indicateurs de pertinence. Ils dressent également la liste de quelques ressources pédagogiques qui ont également été identifiées, notamment :

- la Banque de ressources éducatives du Canada (BREC)
- le Cadre pancanadien pour l'appropriation de la culture dans les écoles de langue française
- la Pédagogie à l'école de langue française (PELF)



De son côté, Réjean Aubut poursuit en présentant un tableau qui réunit les ressources identifiées selon différents défis (besoins) auxquels celles-ci pourraient être associées dans le but d'y répondre. Ce tableau est en cours d'élaboration et sera bonifié prochainement à la lumière des échanges effectués au cours de la rencontre.

Note : il faudrait s'assurer de bien promouvoir les ressources et mousser leur utilisation, car malgré une large diffusion, si celles-ci sont méconnues, elles ne seront pas utilisées à leur plein potentiel.

Par ailleurs, on informe les membres de deux initiatives actuellement en cours au sein du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada). Brigitte Bergeron présente brièvement les grandes lignes de ces projets :

- État des lieux sur les ressources développées depuis 2004 par le Consortium du projet pancanadien de français langue première – cet état consiste à identifier si ces ressources sont connues et utilisées et à faire quelques recommandations en ce qui a trait à la possibilité de les mettre à jour, les reproduire sous d'autres formats ou produire de nouvelles ressources
- Stratégie de diffusion intégrée pour le projet PELF et le projet d'approche culturelle de l'enseignement (voir ci-après) – collaboration entre le CMEC et la FCE

MISE À JOUR – PROJET PÉDAGOGIE À L'ÉCOLE DE LANGUE FRANÇAISE (PELF)

M. Ronald Boudreau, de la FCE, fait une mise à jour du projet Pédagogie à l'école de langue française (PELF) qui est en cours d'élaboration depuis 2010, suite à une initiative des ministères de l'Éducation sous le précédent plan d'action.

Il rappelle les deux conditions essentielles de la PELF :

- o Le climat de la salle de classe doit permettre de constater qu'il existe de saines relations interpersonnelles entre le personnel enseignant et les élèves.
- o Les élèves et le personnel enseignant ont une influence partagée sur le déroulement des apprentissages et ont un sentiment d'autonomie dans les tâches qu'ils effectuent.

Et les quatre concepts clés inter-reliés :

Les élèves et le personnel enseignant :

- o prennent conscience des enjeux de la francophonie et agissent sur leurs réalités;
- o enrichissent leur bagage linguistique et culturel par une exploration commune de la francophonie dans une perspective contemporaine et actuelle;
- o vivent des apprentissages contextualisés qui donnent du sens à ce qui se vit dans leurs réalités par rapport à la francophonie;
- o stimulent leur confiance langagière et culturelle et leur motivation à s'engager dans la francophonie.

Il rappelle que le projet consistait en la production de 167 capsules vidéo pour l'enseignement en milieu minoritaire et de segments « moments pédagogiques » qui serviront de prétexte à des discussions et réflexions. Elles s'inspirent toutes de situations réelles rapportées par des enseignantes et enseignants. Quelques capsules sont visionnées par les participants.

Une campagne de promotion a débuté à la mi-avril. Le lancement officiel est prévu en septembre 2014. Quelques informations seront dévoilées au fil des mois. Site Web : www.pelf.ca

STRATÉGIE DE DIFFUSION INTÉGRÉE :

Ronald Boudreau poursuit en présentant les principales étapes d'une stratégie de diffusion intégrée qui a été mise sur pied afin de faciliter la mise en œuvre de la Pédagogie à l'école de langue française (PELF) et l'Approche culturelle de l'enseignement (ACE). Cette stratégie vise à analyser et faire des liens entre les deux initiatives pour en démontrer la complémentarité et la cohérence.

Quelques-unes des étapes de la stratégie de diffusion intégrée : campagne de promotion, formation de porteurs de dossiers dans chacun des conseils scolaires, création de liens entre le concept Web de la PELF et le site de l'ACE.

Commentaire : les conseils scolaires ont à cœur la réussite de ce projet. Les directions générales poursuivront d'ailleurs leur sensibilisation au projet lors de leur session de formation estivale d'août 2014 et se pencheront également sur leur rôle en ce qui a trait à la stratégie de diffusion intégrée.

Les membres du Comité tripartite accueillent deux observateurs (représentants de la FCSQ) qui se joignent pour une courte portion de la rencontre (item 5.4 présentation du plan de communication). Profitant d'une rencontre avec la FNCSF pour se joindre au groupe, cette participation leur permettra de se sensibiliser aux travaux du groupe. Avant de poursuivre, le président fait un survol des travaux du Comité tripartite et un tour de table s'ensuit.

5.4 Présentation du plan de communication de la planification stratégique sur l'éducation en langue française et d'un site Web

On rappelle aux membres que Patrimoine canadien a accepté de financer, sur deux ans, les efforts de mise en œuvre des plans de communication visant à faire connaître le concept d'école communautaire citoyenne et le plan stratégique sur l'éducation en langue française (PSELF) 2012-2017.

Valérie Morand, gestionnaire des communications de la FNCSF, et Audrey Portela, consultante, se joignent au groupe pour présenter les démarches prévues dans ce dossier. Elles font un survol des activités qui se sont déroulées au cours des dernières semaines (par ex. rencontre avec des agents de communication des organismes membres de la Table) et présentent brièvement les plans de communication des deux projets qui comprennent notamment la conception d'argumentaires. Un premier argumentaire a été rédigé pour présenter les concepts de l'école communautaire citoyenne. Le second, sur la PSELF, sera élaboré prochainement.



Par ailleurs, on informe les membres que deux nouveaux sites Web seront rendus publics prochainement afin d'appuyer les efforts de promotion, de fournir de l'information aux internautes et faire des liens entre les deux initiatives (par ex. visées et domaines). (www.ECC-Canada.ca et www.PSELF.ca).

6. Continuum en éducation

Réjean Aubut présente un projet de recherche entrepris récemment par la FNCSF, l'AUFC et le RCCFC qui veulent dresser un portrait du degré d'accès et de transition des étudiants du palier secondaire francophone ou d'immersion vers les institutions postsecondaires offrant des programmes d'études en français. Ces trois partenaires de la Table nationale sur l'éducation souhaitent conjuguer leurs efforts pour contribuer à la promotion, l'expansion, la qualité et le rayonnement d'un continuum de l'éducation en langue française en situation minoritaire au Canada.

La recherche explorera deux aspects :

La transition :

Selon l'angle de la transition, la recherche fera :

- une recension des écrits qui portent sur la transition entre l'école secondaire de langue française et le postsecondaire de langue française;
- un bilan des démarches, initiatives ou ententes en cours qui constituent des pratiques réussies facilitant la transition entre l'école secondaire de langue française et le postsecondaire de langue française. Ces constats permettront de mettre l'accent sur certains enjeux au niveau de l'éducation postsecondaire. Par ailleurs, le partenariat actuel permettra également de développer les relations qui pourraient mener à d'autres actions plus pointues au fil du temps.

La fréquentation :

Selon l'angle de la fréquentation, la recherche fera :

- la cartographie des institutions collégiales et universitaires qui offrent des services éducatifs aux membres des communautés francophones en situation minoritaire;
- une analyse de proximité entre le lieu de l'établissement d'enseignement postsecondaire et la population francophone minoritaire.

• **Projet Destination réussite**

Il poursuit en présentant brièvement une des pratiques exemplaires, l'exemple « Destination réussite–volet 1 » mise en place par le ministère de l'Éducation de l'Ontario et facilitant, entre autres, la transition vers les études postsecondaires.

« Destination réussite – volet 1 » est une initiative unique à l'éducation en langue française mise en place par le ministère de l'Éducation de l'Ontario dans le cadre de la stratégie Réussite des élèves. Cette initiative vise à appuyer les conseils scolaires et leurs partenaires du palier postsecondaire afin qu'ils offrent des occasions d'apprentissage diversifiées et de qualité dans un environnement francophone. Les programmes mis en place dans le cadre de l'initiative ont pour objectifs de favoriser l'obtention du diplôme d'études secondaires et de faciliter la transition vers les études postsecondaires et le marché du travail. L'initiative met au premier plan l'engagement des élèves afin qu'elles et ils soient partie prenante de leur réussite et participent activement à l'épanouissement de la communauté francophone.

Diverses autres informations sont disponibles sur le site du projet : indicateurs de réussite, exemples de programmes spécialisés (majeures hautes spécialisations), etc. Pour tous les détails :

http://www.cforp.on.ca/destination_reussite/index.html

Commentaires des membres du Comité tripartite :

- Il faudrait explorer la possibilité de tenir également compte des autres organismes et établissements qui offrent le développement des compétences.
- On mentionne qu'il existe également du recoupage de proximité avec le service « 311 » et certaines recherches au sein de Citoyenneté et Immigration Canada.

« Destination réussite – volet 2 »

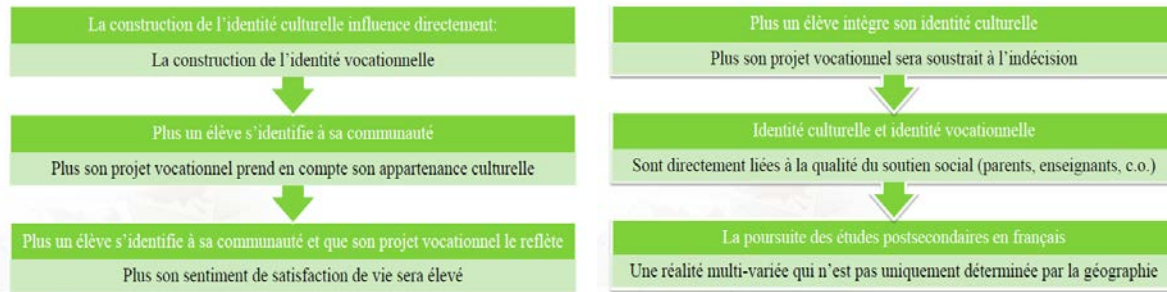
On informe les membres du Comité tripartite qu'un certain nombre de connexion Internet sera à leur disposition s'ils désirent participer à une conférence virtuelle, le 8 mai prochain, qui portera sur « Les élèves en action au cœur du changement d'ère ». Tous les détails suivront par courriel prochainement.

• **Résultats d'une étude longitudinale ontarienne sur la transition des études secondaires vers les études postsecondaires**

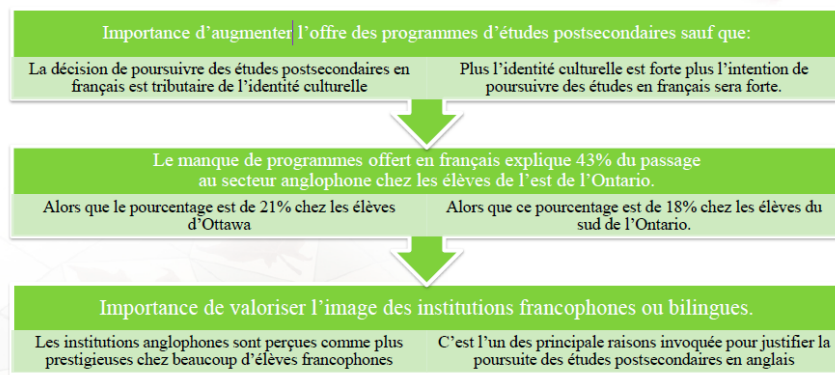
Par ailleurs, le professeur et chercheur André Samson, de l'Université d'Ottawa, présente les données d'une étude longitudinale sur la transition des élèves vers le postsecondaire chez les élèves de langue française de l'Ontario.

Cette recherche était de nature quantitative et qualitative. Elle visait à identifier les facteurs qui influencent le choix d'un programme d'études postsecondaires en français et la persévérance dans le programme choisi.

L'un des éléments qui ressort de l'étude est que plus l'identité francophone du jeune est forte, plus il voudra poursuivre ses études postsecondaires en français.



Il termine en mentionnant quelques-unes des recommandations du rapport qui mettent l'accent sur l'importance d'augmenter l'offre des programmes d'études postsecondaires, de valoriser l'image des institutions francophones ou bilingues et d'accorder une place importante à la construction d'une identité culturelle et vocationnelle.



Les rapports des deux volets de l'étude sont disponibles en version électronique.

Formation des conseillers en orientation

L'étude adressait également un défi en ce qui a trait aux compétences des conseillers en orientation. On mentionne que l'Université d'Ottawa offre désormais de la formation en ligne pour permettre aux conseillers en orientation de s'adapter aux réalités régionales/provinciales et territoriales puisque leurs responsabilités vont souvent au-delà de leur rôle d'orienteur.

Note : On mentionne que dans le cadre des bourses du Millénaire, la Société de recherche sociale appliquée a émis un rapport des impacts d'un projet pilote sur les études postsecondaires <http://www.srdc.org/publications-fr/Un-avenir--dcouvrir-UAD--Rapport-des-impacts-du-projet-pilote-sur-les-tudes-postsecondaires-details.aspx>

7. Prochaines étapes

Lors de la prochaine rencontre, les membres du Comité tripartite poursuivront leurs discussions sur le plan stratégique à mettre en oeuvre pour les prochaines années. D'autres présentations en lien avec les quatre domaines prioritaires seront prévues à l'ordre du jour.

Entre-temps, les comités de travail et le comité de coordination se réuniront à nouveau à l'automne afin, notamment, d'analyser les ressources suggérées au moyen des grilles d'analyse, de poursuivre leur réflexion sur les ressources manquantes et déployer les stratégies de communication liées au plan d'action 2012-2017.

8. Varia

Sans objet.

9. Synthèse et date de la prochaine rencontre

Les membres font un retour sur l'état d'avancement des travaux selon le plan établi (voir le tableau de la page 4, mise en contexte). Les travaux ont atteint une vitesse de croisière qui permettra de cheminer davantage au cours de la prochaine année.

On remercie les membres du Comité tripartite pour leur collaboration habituelle et la qualité de leurs discussions et de leurs interventions. Cette rencontre a, encore une fois, permis aux membres de faire le point sur l'état d'avancement des travaux et le nouveau format préconisant davantage les échanges entre les participants sont à poursuivre. Les pistes et les suggestions seront fort utiles aux membres des divers comités.

La prochaine rencontre du Comité tripartite se tiendra **les mercredi 3 et jeudi 4 décembre 2014** à Ottawa.

10. Fin de la rencontre

La rencontre se termine à 14 h 50.